Alternatives Sud, Vol. XII (2005)4
Cahiers édités par le Centre Tricontinental, Louvain-la-Neuve

Le « miracle » chinois vu de l'intérieur (Vol.XIII 2005/4)

Editorial
Lau Kin Chi

Conditions de la critique intellectuelle en Chine

En 2003, le réseau d'intellectuels asiatiques Arena (Asian Regional Exchange for New Alternatives) publiait dans sa revue semestrielle *Asian Exchange* une collection d'articles d'analyse approfondie de plusieurs dimensions de la réalité sociale de la Chine actuelle, sous le titre générique *China Reflected*. Ce numéro d'*Alternatives Sud* reprend l'essentiel de ces textes, écrits par de grandes figures chinoises critiques. Dans l'éditorial qui suit, Lau Kin Chi, présidente d'Arena, explique les raisons et la pertinence de cette publication aujourd'hui et donne un premier aperçu des débats auxquels ces contributions participent en Chine.

Représentations de la Chine rurale dans le discours de la modernisation

Lau Kin Chi

L'image du monde rural chinois présentée par le film *Pas un de moins* – Lion d'Or au Festival de Venise – est celle, stéréotypée et décontextualisée, promue par le discours, dominant en Chine, du développement et de la modernisation. Elle repose sur une opposition binaire et simpliste entre l'urbain et le rural, l'avancé et l'arriéré, le moderne et le traditionnel, l'instruit et l'ignorant, le riche et le pauvre. Le premier terme de la dichotomie apparaît comme le modèle à suivre, le second comme l'antimodèle à délaisser ou à extraire de sa léthargie. Or, seul un portrait plus honnête des conditions de vie des pauvres, de l'entraide au sein des familles et des capacités du monde populaire rural mises en œuvre pour faire face aux défis du quotidien, permettra une meilleure compréhension de la complexité des rapports sociaux et des causes locales et globales de la pauvreté. La naturalisation de la course « développementaliste » et la justification idéologique de l'entrée de la Chine dans la globalisation ne parviendront plus alors à en masquer les coûts. Il nous revient de questionner le mythe d'un progrès sans fin qui repose sur la subordination de centaines de millions de laissés-pour-compte.

Bilan et perspectives du développement rural en Chine à l'aube du 21e siècle

Wen Tiejun

Le problème rural de la Chine ne se réduit pas uniquement à une pénurie de terre. Il renvoie également aux modèles de société et de développement. La Chine s'est toujours caractérisée par un profond déséquilibre dans son ratio terre/population, soit une forte pression démographique sur des ressources limitées. Dans le passé, le problème a pu

trouver une solution soit grâce à la conquête de nouvelles terres, soit grâce à un système original villageois, dissociant droits fonciers et droits d'exploitation, et garantissant une redistribution équitable des terres, soit encore grâce aux réformes agraires, aux fortunes économiques et humaines diverses, entreprises après la révolution de 1949. Ces dernières décennies, les processus d'industrialisation et d'urbanisation ont accentué les déséquilibres : polarisation villes-campagnes, forte pression sur les terres, exode rural massif, problèmes écologiques, etc. Les stratégies alternatives pourraient passer par la promotion d'un développement basée sur l'utilisation d'une main-d'œuvre importante ou par des transformations institutionnelles au sein des communautés rurales et un soutien à l'économie paysanne des petits producteurs.

Problématique rurale et développement inégal en Chine

Huang Ping

Accueillie d'abord favorablement par les paysans, les réformes entreprises en Chine dans le monde rural à partir de la fin des années 1970 devaient accélérer la modernisation des campagnes et propulser le pays dans une ère de prospérité. Mais ces réformes – progressive privatisation des terres en vue d'encourager l'industrialisation et d'accroître la productivité agricole – ajoutées à la forte pression démographique et au manque de terres arables sont à l'origine d'un exode rural massif. Aujourd'hui et plus particulièrement depuis la crise asiatique qui a entraîné fermetures et licenciements, les villes ne parviennent plus à absorber la main-d'œuvre excédentaire. Aussi, assiste-on à l'augmentation croissante d'une population dite « flottante », en marge des grandes villes, pauvre, sans emploi ou faiblement rémunérée, ne jouissant pas des droits reconnus aux citadins et souvent en proie au mépris de ces derniers. Cette population « flottante » et le chômage sont devenus de sérieux problèmes socioéconomiques pour la Chine et un défi au développement du pays. Une adaptation des réformes d'ouverture au marché s'impose, ainsi que l'adoption de nouvelles mesures visant à protéger les populations rurales et à leur garantir un revenu décent.

Table ronde sur le développement rural et l'administration locale en Chine

Lau Kin Chi, Bai Nansheng, Chen Xin, Huang Ping, Wen Tiejun, Jeannie Manipon et Lot Felizco

La question du développement rural est au cœur des priorités actuelles du gouvernement chinois. Mais les voies à suivre font l'objet de multiples débats parmi les intellectuels. Les réformes se sont succédées ces dernières années dans le monde rural et les villages ont connu de profondes mutations, qui n'ont toutefois pas permis d'améliorer le sort des populations. Les questions liées aux conditions permettant un réel développement de ces villages restent dès lors d'actualité, entre autres celles de l'égalité dans l'accès à la terre et de l'autonomie administrative. Quels modes de distribution équitable et équilibrée des terres et du pouvoir, quelles priorités politiques : laisser-faire ou réglementation, uniformisation des structures ou diversification, gouvernance ascendante ou verticaliste, croissance des revenus ou amélioration de la qualité de la vie, etc. ? Tels sont les principaux termes du débat de cette table ronde organisée à l'initiative d'Arena (Asian Regional Exchange for New Alternatives) à la suite d'une conférence internationale d'Oxfam sur la mondialisation et le développement en Chine.

Ecrasement du mouvement social de Tiananmen et essor du néolibéralisme chinois

Wang Hui

La répression du mouvement de 1989, place Tiananmen, a marqué un tournant dans l'histoire chinoise. Cette mobilisation, au-delà de la protestation estudiantine « libérale », a été menée par de vastes couches de la population, porteuses d'une double revendication sociale et politique, pour l'égalité et la liberté. L'écrasement du mouvement a permis l'accélération de la « transition » vers l'économie de marché dans des conditions autoritaires, avec une montée des inégalités. Les réformes n'ont donc pas supprimé les causes du mouvement. Elles les ont légalisées. Tandis que l'Etat maoïste maintenait, par le biais de la coercition et de la planification, une inégalité systémique sous couvert d'égalité, le nouvel « Etat réformateur » a transformé cette inégalité en différences de revenus. La corruption, la spéculation immobilière, le déclin de la protection sociale, le chômage, la marchandisation du travail rural, les migrations de masse des campagnes vers les villes, les crises écologiques sont intimement liés aux conditions sociales d'avant 1989. La mondialisation et l'essor des marchés ont aggravé ces problèmes : polarisation sociale et développement inégal sur fond de nouvel autoritarisme.

Logiques et impasses de la culture consumériste et de la croissance chinoise

Chen Xin

Touchée par la « tempête financière » asiatique à la fin des années 1990, la Chine a su surmonter la crise et maintenir un fort taux de croissance, en stimulant la consommation des ménages et le développement d'un grand marché intérieur. Ces mesures ont favorisé l'émergence d'une culture importée dans la société chinoise qui s'est mué en véritable idéologie nationale : le consumérisme de masse. Cette nouvelle orientation, dans la foulée de la libéralisation de l'économie, met toutefois le pays au devant d'énormes difficultés. Elle tend à renforcer les inégalités de revenus, en particulier entre les villes et les campagnes, et génère des tensions sociales dès lors que seule une faible minorité a accès à ce mode de vie. L'adoption de standards « occidentaux » dans ce pays de plus de 1,3 milliard d'habitants, doté de faibles ressources, ne pourra que s'avérer intenable, tant pour la Chine que pour le reste monde : renforcement du développement inégal, destruction de l'environnement et exploitation accrue de certains groupes sociaux. Il est dès lors indispensable de réorienter les politiques de développement en se démarquant du mode de vie consumériste et des ses impasses sociales et environnementales.

Rôle et fonctions des syndicats en Chine : réalités et perceptions évolutives

Feng Tongqing

Les conséquences de la Réforme économique chinoise – ouverture au marché, restructurations et privatisations – ont changé les rapports entre les syndicats, les travailleurs et l'État. Dans les débats scientifiques autour de ces évolutions se dessinent depuis plusieurs années deux interprétations, deux appréhensions du rôle joué par les syndicats dans les relations de travail. A la conception du syndicat ayant plusieurs

fonctions sociales dans un modèle corporatiste et consensuel de société s'oppose l'idée du syndicat dont la mission première est la défense des intérêts des travailleurs, dans un modèle où les divergences d'intérêt et les conflits doivent être reconnus. Plusieurs études de cas et enquêtes extensives montrent que dans le chef des leaders syndicaux comme pour les travailleurs, ces deux dimensions du syndicat - fonctions sociales et défense d'intérêt - sont importantes et, dans une certaine mesure, compatibles. Une dimension aura tendance à prendre le pas sur l'autre en fonction des catégories de travailleurs et des circonstances de l'intervention syndicale (abus de la part d'employeurs privés, consultation collective ou conseils des travailleurs).

Classes et rapports de genre dans le discours dominant en Chine

Dai Jinhua

Depuis plus d'une vingtaine d'années, les transformations socioéconomiques que connaît la Chine « socialiste » ont entraîné une augmentation des différences entre les classes sociales et un accroissement du phénomène de la discrimination de genre. Ces deux processus sont intimement liés. Cependant, les représentations des classes sociales et du genre ont tendance à s'éclipser plutôt qu'à s'éclairer mutuellement. Dans les mass médias et la culture dominante, l'image courageuse et attendrissante de la femme est utilisée pour décrire les nouvelles inégalités en occultant la dimension sociale des situations représentées. Sur le plan du discours critique, les conceptions féministes restent strictement limitées aux aspirations et préoccupations des femmes instruites des classes moyennes urbaines, à mille lieues de l'expérience et des besoins des femmes des classes populaires. Les interprétations en termes de classes sociales ont de leur côté beaucoup de mal à intégrer l'importance de l'approche de genre dans l'analyse des nouvelles formes d'exploitation du capitalisme en Chine.

Intellectuels, Etat, médias et idéologie néolibérale en Chine

Dai Jinhua

L'histoire des « intellectuels » en République populaire de Chine (RPC) révèle combien ceux-ci se sont toujours trouvés dans une position ambivalente dans leurs relations avec l'Etat : à la fois intégrés aux institutions sociales de masse et étroitement surveillés car véhicules d'idées nouvelles ou officieuses ; externes et internes au système. Et cette ambivalence, qui façonne l'image et l'imaginaire des intellectuels, est encore très prégnante aujourd'hui en Chine. Depuis les années 1990, avec l'expansion des médias de masse, les intellectuels dits « critiques ou antisystémiques » ont été portés sur le devant de la scène. Ce phénomène qui aurait pu déboucher sur l'émergence de véritables espaces d'expression publique, a fait apparaître un nouveau consensus entre ces « intellectuels plus médiatiques que critiques » se réclamant de la société civile mais néanmoins complètement intégrés au système médiatique dominant. Un consensus fondé sur leur adhésion à l'économie de marché et à la mondialisation libérale, assimilées au progrès, à la liberté et au développement. Ces discours se sont ainsi retrouvés en parfaite adéquation avec les pratiques et le discours officiel du régime d'Etat.